



EXPRESSO

Des transports à l'éducation nationale, la grève fait sa rentrée

A l'appel de l'intersyndicale, les salariés de plusieurs secteurs seront mobilisés vendredi et manifesteront dans toute la France «contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires».

Par
JEAN-BAPTISTE CHABRAN

C'est à la fois un match retour et un tremplin, cinq mois après la promulgation de la réforme des retraites et trois jours avant la conférence sociale censée relancer le dialogue avec le gouvernement. Les syndicats de travailleurs, unis en intersyndicale, appellent à la grève et à manifester vendredi dans toute la France pour défendre le pouvoir d'achat et les salaires. Conséquence directe, plusieurs secteurs d'activité (transports, éducation, mais aussi les cabinets de médecins libéraux pour d'autres raisons...) risquent d'être perturbés ce jour-là.

Le mot d'ordre de l'intersyndicale, qui réunit CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires et FSU, ainsi que plusieurs organisations de jeunesse, est simple: la lutte «contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité fem-

mes-hommes». Car la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, l'affirme: «*Sur le plan social, la situation demeure inquiétante. La question du pouvoir d'achat est la priorité avec une inflation qui affole les compteurs.*» Son homologue de la CGT, Sophie Binet, partage le constat: «*Le sujet de la rentrée, c'est celui des salaires et de l'égalité femmes-hommes.*»

Reste que sur le terrain, malgré les 200 manifestations prévues, la mobilisation devrait être bien plus faible que l'hiver et le printemps dernier lors de la bataille perdue contre la réforme des retraites, quand plus d'1 million de participants étaient parfois descendus dans la rue. De l'avis d'une source syndicale citée par l'AFP, la journée de vendredi «*ne sera pas un raz-de-marée*». Selon les autorités, le mouvement pourrait réunir 150 000 personnes dans tout le pays, dont 15 000 attendues par la police à Paris, pour un cortège partant de 14 heures de

la place d'Italie.

«**Casse**». Côté trains, les organisations syndicales ferroviaires (CGT-Cheminots, SUD rail, la CFDT-Cheminots et l'Unsa) ont appelé à la grève et à la manifestation pour «*mettre un coup d'arrêt à l'austérité salariale, à la casse de l'emploi et aux politiques de démantèlement du service public*». Mercredi, la SNCF a fait savoir à BFM TV que le trafic «*serait quasi normal sur les TGV*» mais que des perturbations sont à prévoir sur certaines lignes régionales Transilien et TER ainsi que sur les liaisons Intercités. A la RATP, seule la CGT a appelé à la grève et, selon une source syndicale jointe par Libération, «*les répercussions pour les voyageurs vont être anodines*». Contactée, la région parisienne confirme que le trafic devrait être normal sur son réseau francilien.

Le secteur aérien devrait être plus touché par les perturbations. Contrairement au Syndicat national des con-

trôleurs du trafic aérien (SNCTA), principale organisation syndicale des aiguilleurs du ciel, l'Usac-CGT a déposé un préavis de grève pour la journée de vendredi. En prévision, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a demandé aux compagnies aériennes de renoncer à 40 % de leurs vols à Paris-Orly. Les transporteurs sont aussi appelés à réduire de 20 % leur programme de vols à Marseille-Provence et de 15 % à Beauvais.

L'appel à la mobilisation est relayé par certains syndicats de l'éducation nationale. Le SNUipp-FSU, premier syndicat dans les maternelles et les écoles élémentaires, et le Snes-FSU, le plus représentatif dans les collèges et lycées, suivent cet appel en mettant l'accent sur les revalorisations salariales et sur les écarts de salaires qui persistent entre hommes et femmes. Difficile d'anticiper l'ampleur de la mobilisation mais les professeurs des écoles doivent prévenir les pa-





rents quarante-huit heures à l'avance en cas d'absence. Une obligation à laquelle ne sont pas tenus les enseignants du secondaire.

Coïncidence. En fonction du suivi de la mobilisation, les élections de parents d'élèves, prévues vendredi et samedi, pourraient être perturbées si des établissements sont contraints de garder porte close. Selon les directives du ministère de l'Éducation nationale aux directeurs et aux directrices d'école, en cas de fermeture, les élections ne pourront pas avoir lieu et seront reportées. «*Le ministère attribuera un nouveau matériel et un nouveau calendrier ultérieurement*», a-t-il fait savoir. A noter qu'un appel à la grève circule aussi chez le personnel de la restauration et des activités scolaires, et pourrait remettre en cause leur bon fonctionnement vendredi.

Ce n'est pas directement lié à l'appel de l'intersyndicale, mais la coïncidence des dates est notable. Les six syndicats de médecins libéraux représentatifs, épaulés par les syndicats de jeunes médecins, d'internes et par le collectif Médecins pour demain, appellent à une grève «*reconductible*» à partir de vendredi. Par la voix de son porte-parole, Philippe Cuq, l'intersyndicale des généralistes promet un «*vendredi noir*» : «*A compter du 13 octobre, la médecine libérale va s'arrêter.*» La principale revendication des médecins : la revalorisation des consultations de base, dont le tarif a récemment été augmenté de 1,50 euro, pour atteindre 26,50 euros. ◆





Lors d'une marche contre la vie chère et l'inaction climatique, le 16 octobre 2022 à Paris. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

